

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.053/2
DU 9 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 3 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions auxquelles doit répondre un contrat d'assurance protection juridique pour être exempté de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance prévue par l'article 175-1 du Code des droits et taxes divers", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que le présent arrêté constitue l'exécution d'une des dispositions de la loi-programme (I) ⁽¹⁾ qui donne une base légale à une décision du conclave budgétaire de 2007 relative à l'accès à la Justice et aux contrats d'assurance protection juridique.

Le Conseil des ministres a initialement approuvé le 2 juin 2006 une note de principe visant à favoriser l'accès à la Justice en incitant la souscription de contrats d'assurance protection juridique par le citoyen.

Le moyen choisi a été de proposer un incitant fiscal, sous la forme d'une suppression de la taxe sur la prime d'assurance pour les contrats d'assurance protection juridique qui respecteront les conditions et modalités prévues par le Roi.

Cette suppression sera réalisée par l'article 176-2 12°, nouveau du Code des droits et taxes divers, lequel précisera dorénavant que sont également dispensées de la taxe annuelle de 9,25 % "les contrats d'assurance protection juridique qui répondent aux conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Les arrêtés pris en application de ce qui précède sont confirmés par la loi dans les 12 mois qui suivent la date de leur publication au Moniteur belge. Le Roi détermine également les modalités de contrôle du respect desdites conditions par les entreprises d'assurance."

Cette mesure entrera en vigueur dans les premiers jours de janvier, en même temps que la loi-programme.

Il importe dès lors que la mesure d'exécution de cette disposition légale entre en vigueur au même moment, ce qui nécessite de solliciter du Conseil d'état un avis dans un délai de 5 jours."

*

* *

⁽¹⁾ Doc. Parl., Chambre 51-2773, Titre II Finances, Chapitre 4, section 4, article 79.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Intitulé

Dans l'intitulé, c'est l'article 173, et non l'article 175-1, du Code des droits et taxes divers qu'il faut viser.

Dispositif

Article 2

À l'alinéa 1^{er}, le Conseil d'État se demande pourquoi la définition du "risque situé en Belgique" est faite par référence à l'article 2, § 6, 8°, a), de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, alors que l'article 173 du Code des droits et taxes divers contient une définition autonome de la notion de "risques situés en Belgique".

L'auteur du projet ne peut en effet perdre de vue que l'objet de l'arrêté en projet consiste, comme l'indique d'ailleurs le rapport au Roi, non pas à établir un "contrat type d'assurance protection juridique fixant les conditions minimales de garantie auxquelles devrait répondre tout contrat d'assurance protection juridique", mais à déterminer des conditions auxquelles un contrat d'assurance protection juridique doit répondre pour que les primes d'assurance payées en application de ce contrat puissent être exemptées de la taxe sur les opérations d'assurance prévue par l'article 173 du Code des droits et taxes divers.

.../...

Par conséquent, la logique commande de ne pas déterminer de conditions auxquelles les contrats doivent répondre qui porteraient sur des éléments ou des garanties qui, par leur nature, seraient étrangers aux opérations d'assurance susceptibles d'être taxées dans le cadre de l'article 173 du Code des droits et taxes divers, cette observation valant pour l'ensemble des conditions déterminées par l'arrêté en projet qui doivent, par ailleurs, pouvoir être justifiées au regard du principe d'égalité ⁽²⁾.

Article 4

Selon l'article 4, alinéa 2, du projet, pour que les primes d'assurance payées puissent bénéficier de l'exemption fiscale, la garantie offerte par le contrat d'assurance protection juridique doit couvrir des litiges qui relèvent ou relèveraient de la compétence d'une juridiction des Pays-Bas, de l'Allemagne, du Grand-Duché du Luxembourg et de la France.

Dès lors que la taxe sur les opérations d'assurance prévue par l'article 173 du Code des droits et taxes divers ne frappe que les opérations d'assurance relative à un risque qui se situe en Belgique selon les critères de rattachement déterminés par le même article, la question se pose de savoir pourquoi le bénéfice de l'exemption fiscale est subordonné au fait que la garantie offerte par le contrat d'assurance couvre également les litiges qui relèvent ou relèveraient des juridictions des Pays-Bas, de l'Allemagne, du Grand-Duché du Luxembourg et de la France ⁽³⁾.

Dans le délai imparti, le Conseil d'État n'est en tout état de cause pas en mesure de vérifier si cette condition est susceptible ou non de poser problème au regard des diverses libertés consacrées par le Traité CE au profit de l'ensemble des personnes physiques et morales ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne.

Le rapport au Roi doit être complété pour répondre à ces interrogations.

⁽²⁾ Voir, par exemple, les exemptions visées à l'article 7.

⁽³⁾ Il est renvoyé à ce sujet au dernier alinéa de l'observation formulée sous l'article 2 du projet.

Article 5

Au paragraphe 3, alinéa 2, 1°, l'indétermination des mots "tente de résoudre le litige" doit être levée : le dispositif doit être revu pour mentionner les actes qui doivent être posés par l'assuré pour qu'il puisse être considéré qu'il a tenté de résoudre le litige par la voie de la médiation ou de la conciliation.

Article 9

Cette disposition doit être omise car l'habilitation conférée au Roi par l'article 176-2, 12°, du Code des droits et taxes divers ne l'autorise pas à imposer des obligations aux tiers : un fondement légal explicite, qui en l'espèce fait défaut, est en effet requis pour adopter une mesure en ce sens.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.053/2
VAN 9 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden waaraan een verzekeringsovereenkomst rechtsbijstand moet voldoen om te worden vrijgesteld van de jaarlijkse taks op de verzekeringsverrichtingen bedoeld in artikel 175-1 van het Wetboek diverse rechten en taksen", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"L'urgence est motivée par le fait que le présent arrêté constitue l'exécution d'une des dispositions de la loi-programme (I) ⁽¹⁾ qui donne une base légale à une décision du conclave budgétaire de 2007 relative à l'accès à la Justice et aux contrats d'assurance protection juridique.

Le Conseil des ministres a initialement approuvé le 2 juin 2006 une note de principe visant à favoriser l'accès à la Justice en incitant la souscription de contrats d'assurance protection juridique par le citoyen.

Le moyen choisi a été de proposer un incitant fiscal, sous la forme d'une suppression de la taxe sur la prime d'assurance pour les contrats d'assurance protection juridique qui respecteront les conditions et modalités prévues par le Roi.

Cette suppression sera réalisée par l'article 176-2 12°, nouveau du Code des droits et taxes divers, lequel précisera dorénavant que sont également dispensées de la taxe annuelle de 9,25 % "les contrats d'assurance protection juridique qui répondent aux conditions fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Les arrêtés pris en application de ce qui précède sont confirmés par la loi dans les 12 mois qui suivent la date de leur publication au Moniteur belge. Le Roi détermine également les modalités de contrôle du respect desdites conditions par les entreprises d'assurance."

Cette mesure entrera en vigueur dans les premiers jours de janvier, en même temps que la loi-programme.

Il importe dès lors que la mesure d'exécution de cette disposition légale entre en vigueur au même moment, ce qui nécessite de solliciter du Conseil d'état un avis dans un délai de 5 jours."

*

* *

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer 51-2773, Titel II Financiën, Hoofdstuk 4, afdeling 4, artikel 79.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Opschrift

In het opschrift moet verwezen worden naar artikel 173 van het Wetboek diverse rechten en taksen, en niet naar artikel 175-1 daarvan.

Dispositief

Artikel 2

De Raad van State vraagt zich af waarom in het eerste lid het "in België gelegen risico" gedefinieerd wordt door verwijzing naar artikel 2, § 6, 8°, a), van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, terwijl artikel 173 van het Wetboek diverse rechten en taksen een op zichzelf staande definitie bevat van het begrip "in België gelegen risico's".

De steller van het ontwerp mag immers niet uit het oog verliezen dat het ontworpen besluit, zoals overigens gesteld wordt in het verslag aan de Koning, er niet toe strekt te voorzien in een "modelverzekeringsovereenkomst rechtsbijstand waarin de minimumgarantievoorwaarden worden vastgesteld waaraan enige verzekeringsovereenkomst rechtsbijstand zou moeten voldoen", maar de voorwaarden wil vaststellen waaraan een verzekeringsovereenkomst rechtsbijstand moet beantwoorden

.../...

opdat de verzekeringspremies die met toepassing van die overeenkomst worden betaald vrijgesteld kunnen worden van de taks op verzekeringsverrichtingen waarin artikel 173 van het Wetboek diverse rechten en taksen voorziet.

Logischerwijze mogen dan ook bij het vaststellen van de voorwaarden waaraan de overeenkomsten moeten voldoen, geen voorwaarden worden opgelegd die betrekking zouden hebben op zaken of waarborgen die wegens de aard ervan niets uitstaande hebben met verzekeringsverrichtingen waarop taks zou kunnen worden geheven in het kader van artikel 173 van het Wetboek diverse rechten en taksen; deze opmerking geldt voor alle voorwaarden bepaald in het ontworpen besluit, voorwaarden die bovendien verantwoord moeten kunnen worden ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel ⁽²⁾.

Artikel 4

Luidens artikel 4, tweede lid, van het ontwerp moet, opdat de betaalde verzekeringspremies vrijgesteld kunnen worden van belasting, de waarborg geboden door de verzekeringsovereenkomst rechtsbijstand ook gelden voor geschillen die onder de bevoegdheid van een rechtscollège in Nederland, Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en Frankrijk vallen of zouden vallen.

Aangezien de taks op verzekeringsverrichtingen waarin is voorzien in artikel 173 van het Wetboek diverse rechten en taksen volgens de in datzelfde artikel bepaalde aanknopingscriteria alleen geldt voor verzekeringsverrichtingen die betrekking hebben op een risico dat in België gelegen, rijst de vraag waarom het voordeel van belastingvrijstelling verbonden wordt aan de voorwaarde dat de waarborg geboden door de verzekeringsovereenkomst ook geldt voor geschillen die onder de bevoegdheid van rechtscollèges in Nederland, Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en Frankrijk vallen of zouden vallen ⁽³⁾.

⁽²⁾ Zie bijvoorbeeld de vrijstellingen genoemd in artikel 7.

⁽³⁾ Wat dat betreft wordt verwezen naar de laatste alinea van de opmerking gemaakt bij artikel 2 van het ontwerp.

De Raad van State is in ieder geval niet in staat binnen de hem toegemeten termijn na te gaan of die voorwaarde problemen kan doen rijzen ten aanzien van de verschillende vrijheden vastgesteld in het EG-Verdrag ten voordele van alle natuurlijke personen die onderdaan zijn van en alle rechtspersonen die ressorteren onder een Lidstaat van de Europese Unie.

Het verslag aan de Koning moet worden aangevuld zodat het een antwoord biedt op die vragen.

Artikel 5

In paragraaf 3, tweede lid, 1°, moet de vaagheid van de formulering "het geschil probeert op te lossen" worden weggewerkt : het dispositief moet zo worden herzien dat daarin de handelingen worden genoemd die de verzekerde moet stellen opdat ervan uitgegaan kan worden dat hij geprobeerd heeft het geschil via bemiddeling of verzoening op te lossen.

Artikel 9

Deze bepaling moet vervallen aangezien de machtiging verleend aan de Koning bij artikel 176-2, 12°, van het Wetboek diverse rechten en taksen niet inhoudt dat Hij verplichtingen kan opleggen aan derden : om een maatregel in die zin te kunnen nemen is immers een uitdrukkelijke rechtsgrond vereist, die in casu niet voorhanden is.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS